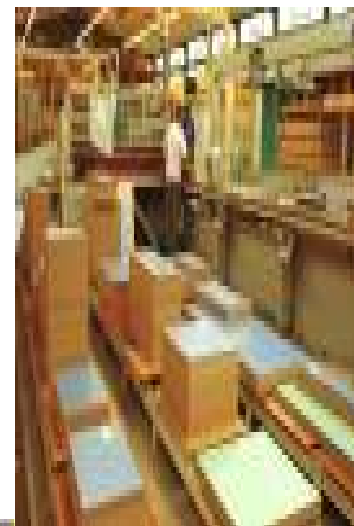


## Le pôle ameublement



## Le pôle ameublement / les chiffres

600 Entreprises clientes

200 Entreprises sous marques

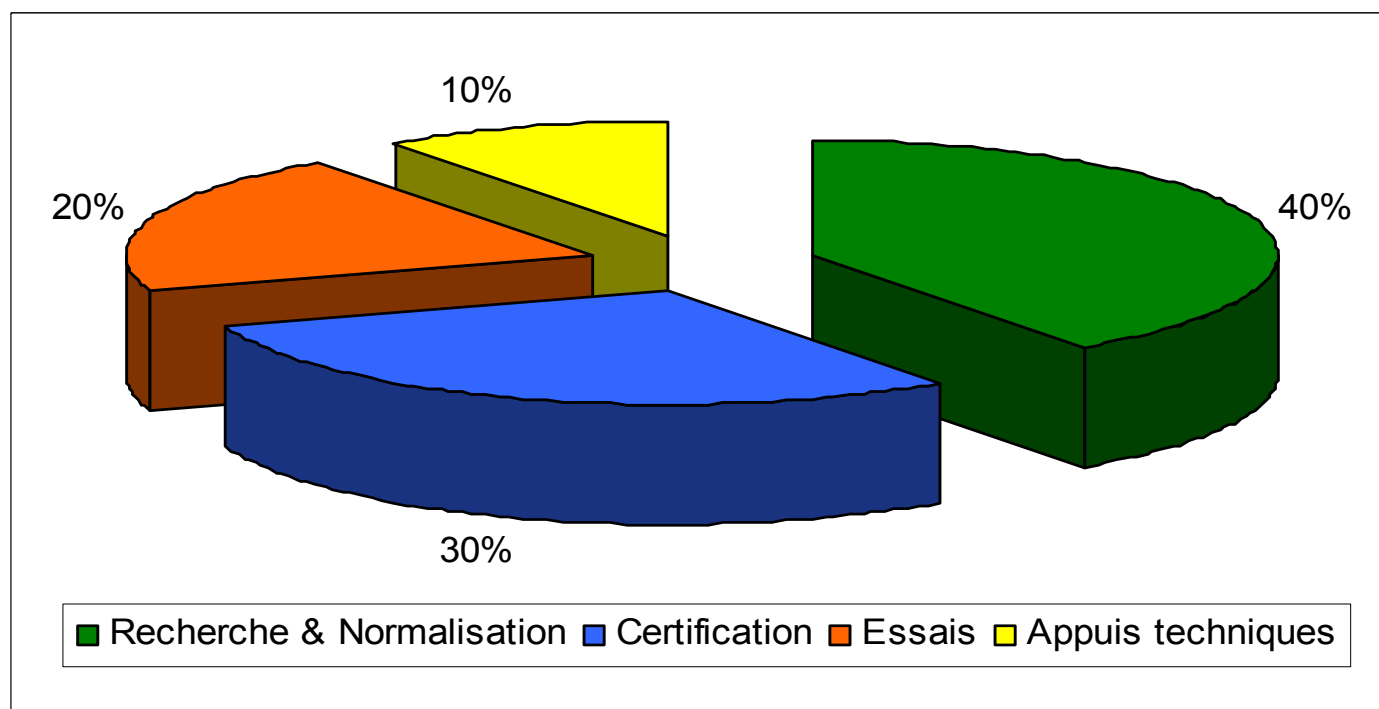
3,6 Millions € - C.A (Ressources privées)

30 % du chiffre d'affaires à l'international



## Le pôle ameublement / les activités

Répartition en temps des activités du pôle



## Le pôle ameublement



## L'industrie du meuble en France

En France : un secteur atomisé, des entreprises indépendantes

### Industrie

(effectif > 20 salariés)

580 entreprises  
52 000 collaborateurs  
 $\frac{3}{4}$  du CA du secteur  
de l'ameublement

### Artisanat

(effectif < 20 salariés)

Env. 7 000 entreprises  
23 000 collaborateurs  
 $\frac{1}{4}$  du CA du secteur  
de l'ameublement

**CHIFFRE D'AFFAIRE HORS TAXE : 8 765 M€**

(Sources : Sessi, enquête annuelle d'entreprise 2006 – INSEE – DADS - BIC)

## L'industrie du meuble / les matériaux

Des besoins différents selon leurs destinations :

Usages domestiques / Usages professionnels

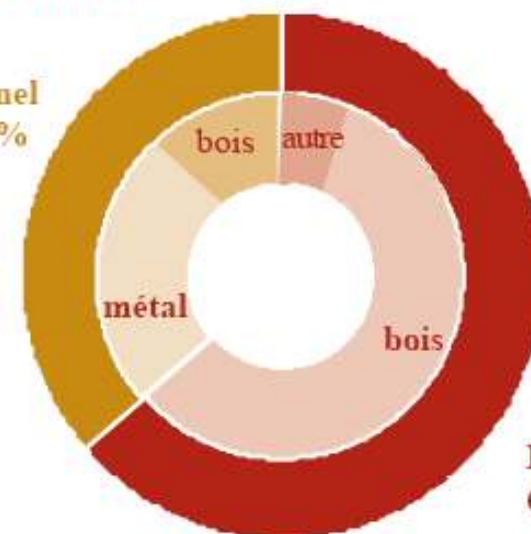


Une variété de produits et de matériaux

### Deux matériaux, deux destinations

Facturations : 5 330 M€

Professionnel  
36 %



Habitat  
64 %

Champ : entreprises de 20 salariés ou plus, hors literie.

Source : Sessi, enquête annuelle de branche 2006.

## Le mobilier professionnel / les produits

### Santé

Mobilier destiné aux personnes résidant en maison de retraite, de repos, à l'hôpital, en hébergement médicalisé...



Mobilier destiné aux établissements d'enseignement (éducation scolaire, enseignement supérieur, formation professionnelle...)

### Éducation



### Crèches

Mobilier professionnel destiné aux structures collectives d'accueil pour enfants de moins de 4 ans.



## Le mobilier professionnel / les produits

Mobilier utilisé en entreprises, dans les ateliers de production ou de maintenance, les laboratoires...

Technique



Sièges de bureau  
Meubles de bureaux

Bureau



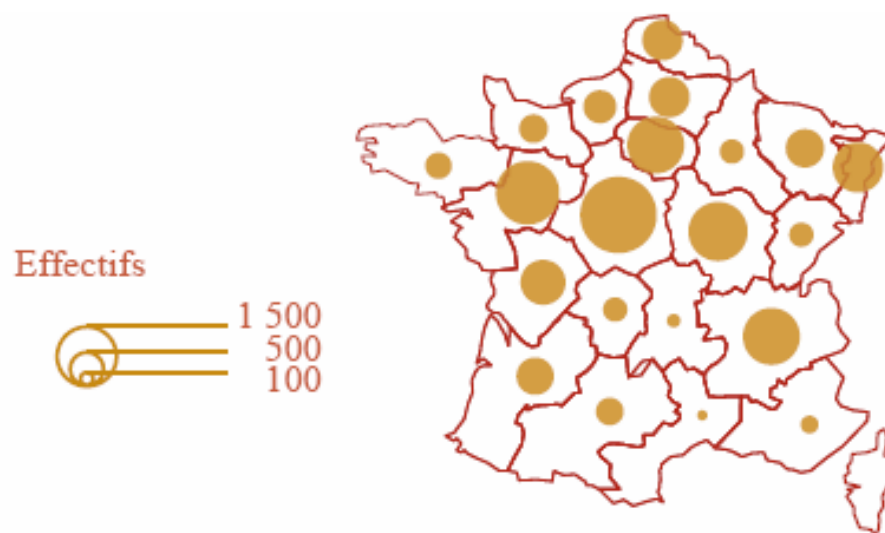
Mobilier destiné à l'accueil, l'hébergement et la restauration de structures collectives (collectivités locales, entreprises, associations...)

Collectivité



## Le mobilier professionnel / les fabricants

### Répartition régionale des effectifs

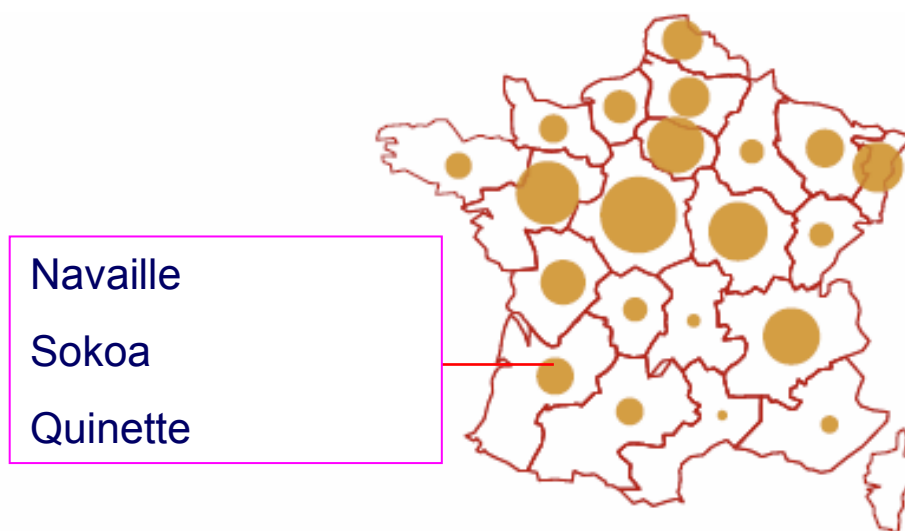


*Champ : établissements des entreprises de 20 salariés ou plus.*

*Source : Sessi, enquête annuelle d'entreprise 2006.*

## Le mobilier professionnel / les fabricants

### Répartition régionale des effectifs



*Champ : établissements des entreprises de 20 salariés ou plus.*




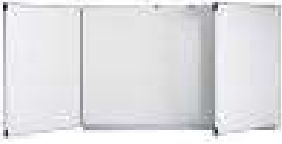




*Source : Sessi, enquête annuelle d'entreprise 2006.*

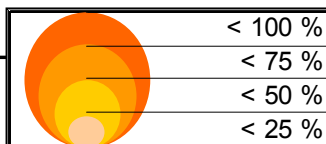
## Le mobilier professionnel / les fabricants certifiés

	Fabricants français dont au moins un produit est certifié selon les marques NF	Fabricants localisé en Aquitaine dont au moins un produit est certifié selon les marques NF	
Fabricants de mobiliers d'éducation	26	0	
Fabricants de mobiliers de collectivité	23	0	
Fabricants de mobiliers de santé	8	1	NAVAILLES - Hagetmau - 40
Fabricants de mobiliers de crèche	3	0	
Fabricants de mobiliers de bureau	21	1	NAVAILLES - Hagetmau - 40

# Le bois et ses dérivés dans le mobilier professionnel

## Des exemples

EXEMPLES DE PRODUIT									
		CHAISE SCOLAIRE		TABLE SCOLAIRE		BUREAU		TABLEAU D'ECRITURE	
MASSE TOTALE DU PRODUIT		4,9 kg		16 kg		35 kg		73 kg	
PART MASSIQUE DES ELEMENTS EN BOIS	NATURE DES MATERIAUX	1,1 kg	Multiplis de hêtre	8,7 kg	Panneau de particules revêtu de stratifié	27 kg	Panneau de particules surfacé mélaminé	22,4 kg	Panneau de particules
REPRESENTATION DE LA CONTRIBUTION MASSIQUE DES ELEMENTS EN BOIS									





# les approvisionnements en bois et dérivés du bois : un enjeu majeur des produits d'ameublement

## Le contexte

Une préoccupation croissante des parties intéressées concernant l'exploitation des ressources forestières

En tant qu'industrie valorisant le bois, nous sommes indirectement concernés



# les approvisionnements en bois et dérivés du bois : un enjeu majeur des produits d'ameublement

## Les objectifs de la filière de transformation du bois

Apporter une garantie reconnue que les approvisionnements  
en bois correspondent à une gestion raisonnée  
de la ressource :

- De l'environnement ;
- Des attentes sociales ;
- Des besoins économiques.

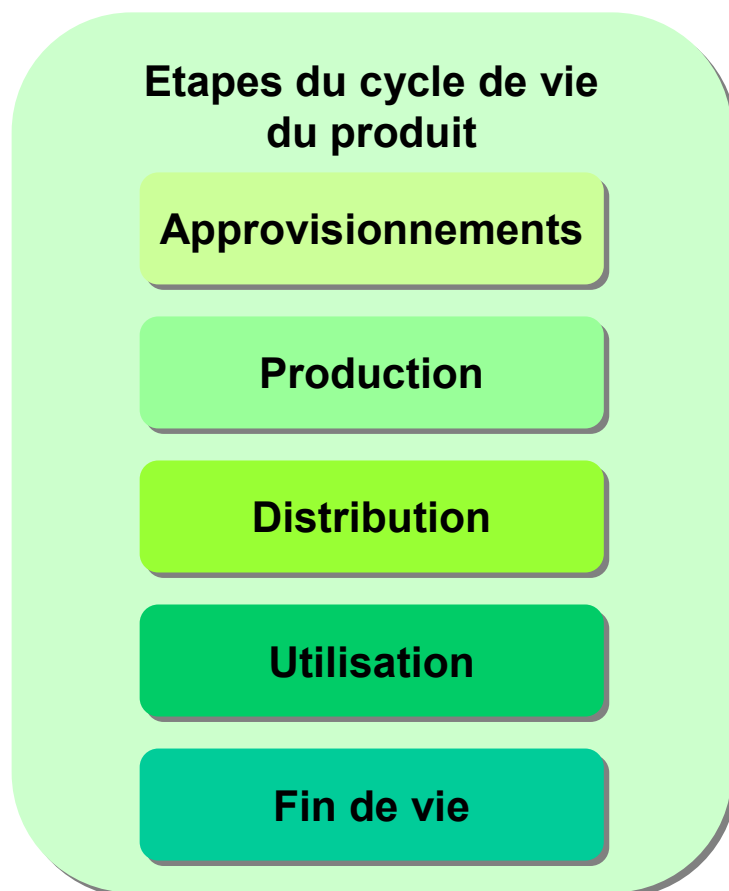
## les approvisionnements en bois et dérivés du bois : un enjeu majeur des produits d'ameublement

### Les outils disponibles

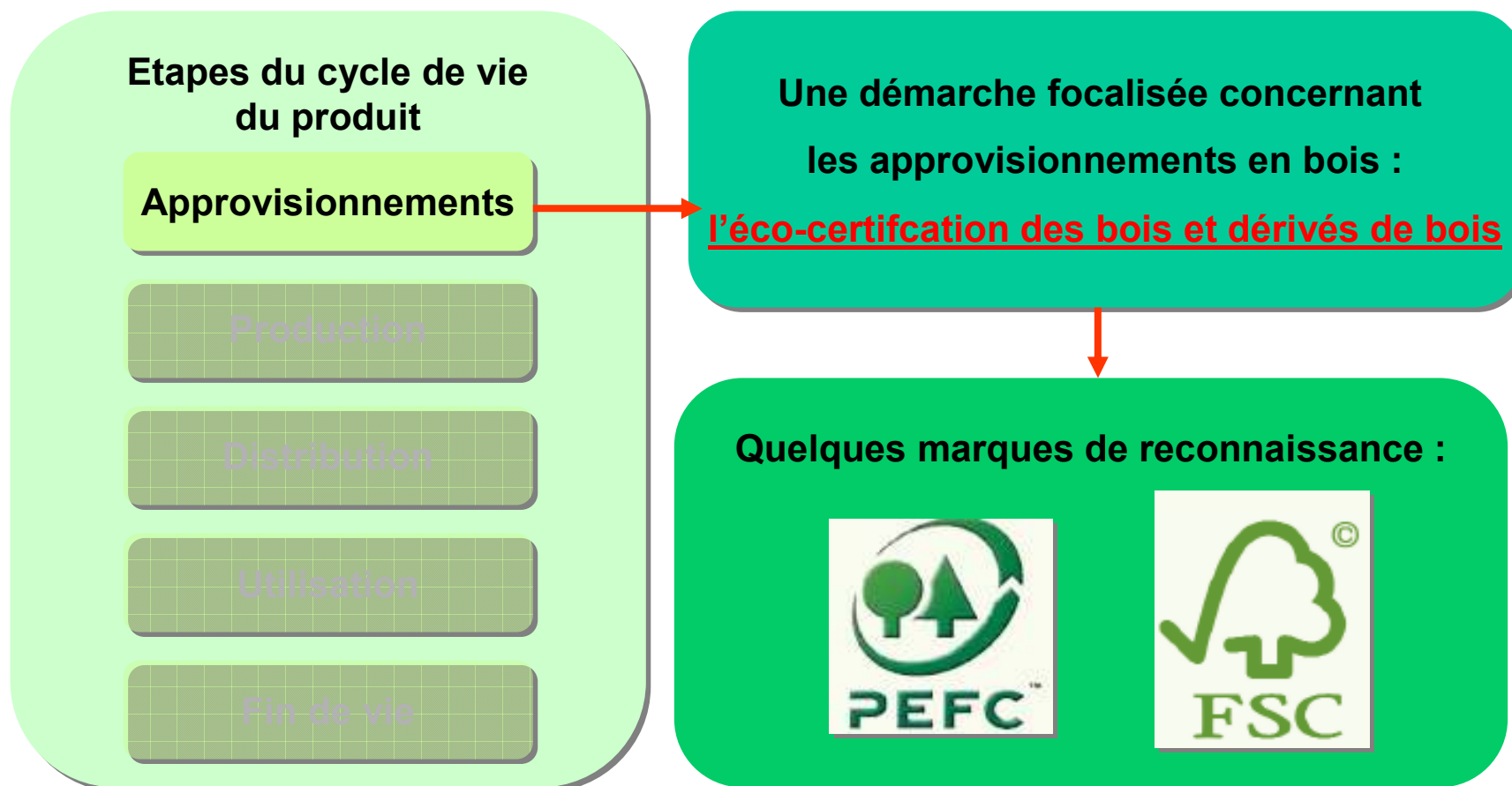
- Certification forestière destinée à apporter une garantie reconnue de gestion durable de la ressource forestière
- Certification reposant sur un cahier des charges qui fixe un niveau d'exigence et processus de vérification
- Signes de reconnaissance pour le marché



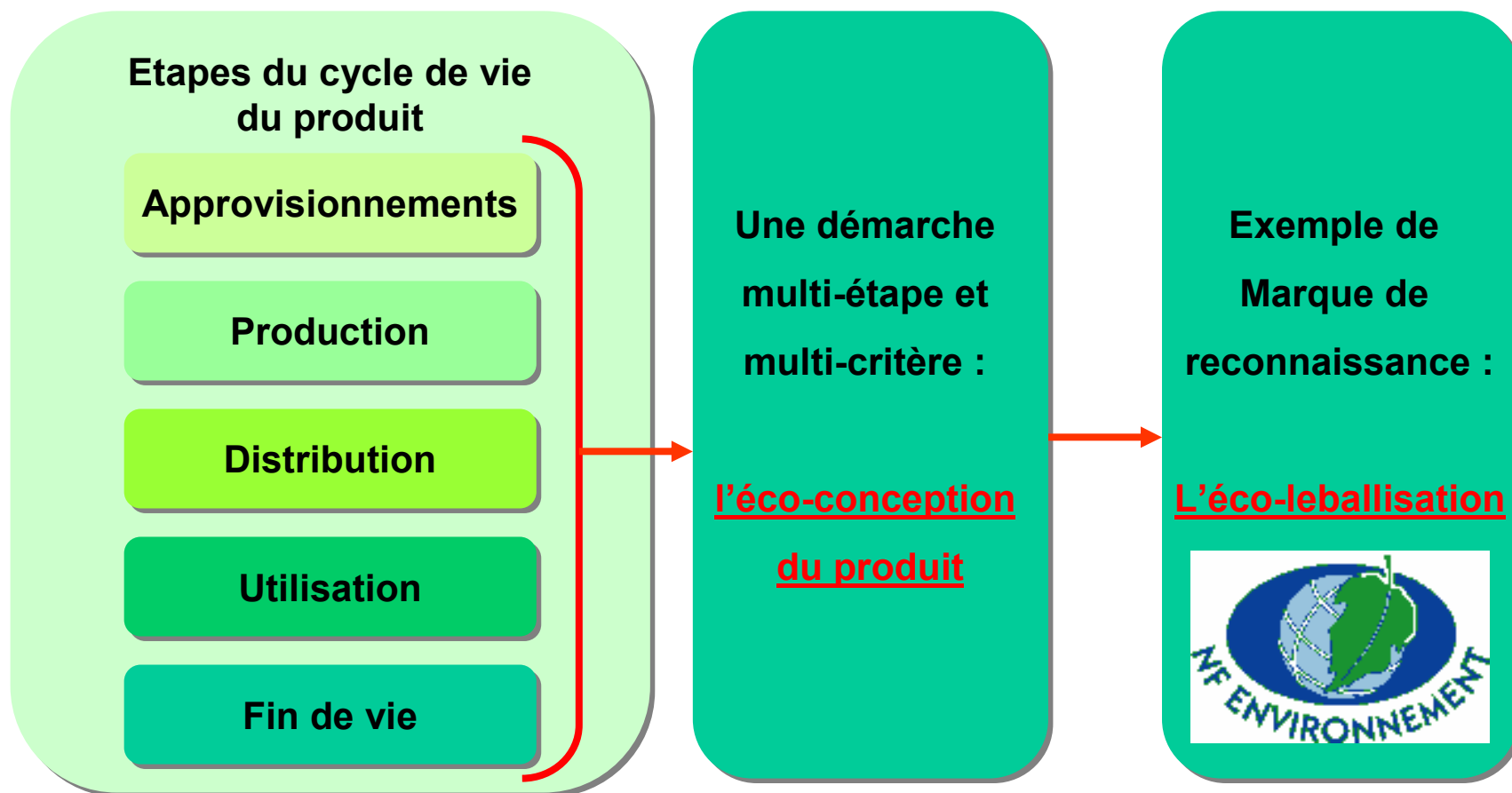
## Les signes de reconnaissance des engagements environnementaux : comprendre les enjeux associés



## Les signes de reconnaissance des engagements environnementaux : comprendre les enjeux associés



## Les signes de reconnaissance des engagements environnementaux : comprendre les enjeux associés





# Le cas des achats publics de bois et de produits dérivés

Un engagement national, Des actions régionales

# Le cas des achats publics de bois et de produits dérivés

## L'état s'engage

### pour une production et une consommation durable

- **Le 7 avril 2004** : le gouvernement a adopté un plan d'action en faveur des forêts tropicales qui prévoit que **tous les achats publics de bois tropicaux proviendront d'ici 2010 de forêts gérées de façon durable.**
- **Le 5 avril 2005** : **une circulaire du Premier Ministre détermine les moyens à mettre en oeuvre pour atteindre cet objectif et, au-delà, pour promouvoir la gestion durable de tous les types de forêts, qu'elles soient tropicales ou tempérées.**

# Le cas des achats publics de bois et de produits dérivés

## L'état s'engage

### pour une production et une consommation durable

Qui est concerné ?	Quels sont les objectifs ?	Quelle(s) méthode(s) ?	Quel(s) outil(s) sont disponibles ?
<p>Les services de l'Etat Les établissements publics sous tutelle</p>	<p>Accroître progressivement la part dans les achats publics de bois écocertifiés issus d'exploitations forestières engagées dans un processus de gestion durable</p>	<p>Les acheteurs publics pourront ainsi introduire des critères environnementaux dans le cahier des charges de leurs appels d'offres et, en fonction des catégories de produits en bois, demander les justificatifs adaptés</p>	<p>Notice rédigée par le groupe permanent d'étude des marchés « développement durable, environnement »</p>
<p>Les collectivités territoriales peuvent utilement s'y référer</p>	<p>Cette part devra être d'au moins 50% des achats de bois en 2007 et de 100% en 2010</p>	<p>Deux catégories de produits sont distinguées. La première couvre les bois bruts (grumes et bois ronds), les produits du sciage, les placages et les contreplaqués. La seconde comprend tous les autres produits à base de bois.</p>	<p>Cette notice fournit, aux acheteurs publics, des éléments d'information sur les critères de gestion durable des forêts, les systèmes de certification, les éco-labels, les espèces ligneuses soumises à la CITES, le nom pilote des principales essences de bois tropical faisant l'objet d'un commerce.</p>



# Le cas des achats publics de bois et de produits dérivés

## Quelles applications pour les collectivités ?

### Exemple en Rhône Alpes

Un contexte favorable

Les actions publiques disposent désormais à travers le code des marchés publics de diverses possibilités pour intégrer des critères de Développement Durable



# Le cas des achats publics de bois et de produits dérivés

## Quelles applications pour les collectivités ?

### Exemple en Rhône Alpes

Une démarche régionale collective

Dès 2002 : Création d'un réseau de collectivités de la région Rhône-Alpes pour la promotion de l'intégration du Développement Durable dans les commandes publiques.

En 2006 : > 150 collectivités réunit au sein du Réseau Commande Publique de Rhône-Alpes.



# Le cas des achats publics de bois et de produits dérivés

## Quelles applications pour les collectivités ?

### Exemple en Rhône Alpes

#### Les engagements du Réseau

Améliorer le marché du bois en développant l'usage du bois éco-certifié dans tous ses usages

Réduire les coûts d'utilisation des bois éco-certifiés

Diffuser cette conviction

# Le cas des achats publics de bois et de produits dérivés

## Quelles applications pour les collectivités ?

### Exemple en Rhône Alpes

#### La méthode mise en oeuvre

#### 1 – Organiser une commande de bois éco-certié :

Privilégier le bois les bois éco-certiés

Proscrire le bois qui n'est pas éco-certié

Exiger l'éco-certification des fournisseur

#### 2 – Se réunir en groupe de travail :

Favoriser la constitution d'une offre de produits bois éco-certiés

Faire émerger une demande

Contribuer à une implication des pouvoirs publics sur ce thème

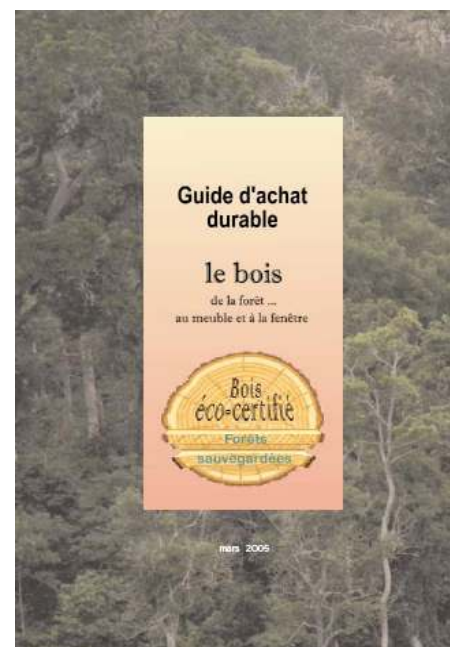
# Le cas des achats publics de bois et de produits dérivés

## Quelles applications pour les collectivités ?

### Exemple en Rhône Alpes

#### Les outils disponibles

Guide pratique, issu du travail collectif des collectivités  
pour optimiser et généraliser la commande  
de bois éco-certifié



# Le cas des achats publics de bois et de produits dérivés

## Quelles applications pour les collectivités ?

### Autres exemples en région

L'association les Amis de la Terre, en partenariat avec la Région Ile-de-France, a réalisé cet outil complet et pratique pour aider les acheteurs publics à mettre en oeuvre une politique responsable d'achat du bois.



Création d'un guide méthodologique pour une commande publique éco-responsable par le Conseil Général des Hauts-de-Seine avec le soutien de la préfecture des Hauts-de-Seine, de l'ADEME et l'association des Eco-Maires